

AVANT-PROJET, 10 novembre 2008.

Compte-rendu de la 6^{ème} réunion du Conseil d'administration de l'ITIE

6^{ème} réunion du Conseil d'administration de l'ITIE Athènes, du 29 au 30 octobre 2008

COMPTE-RENDU DE LA 6^{ÈME} RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ITIE

Hôtel Stratos Vasillikos, Athènes, Grèce, du 29 au 30 octobre 2008

Membres du Conseil d'administration

Président

Dr Peter EIGEN

Pays en cours de mise en oeuvre

Prof Humphrey Assisi ASOBIE, Président ITIEN, Nigéria

M. Kairat DJUMALIEV, Chef du ministère de l'Énergie et des ressources minérales, Kirgizstan

M. Shahmar MOVSUMOV, Directeur exécutif, Fonds pétrolier de l'État, Azerbaïdjan
Supp.: **M. Alfred BAGUEKA ASSOBO**, Chef du Sec. Tech ITIE., ministère de l'Économie et des finances

M. Hyacinthe MOUNGUENGUI, Gabon

Pays qui soutiennent l'ITIE

M. Stephen GALLOGLY, Directeur de la politique internationale de l'énergie et des matières premières, Département d'État, États-Unis

Supp.: **Mme Erica FERGUSON**, Anti-Corruption Group, AusAid

M. Michel DOUCIN, Ambassadeur, Bioéthique de la responsabilité sociale des entreprises, France
Supp.: **M. Eduard WESTREICHER**, Chef de Division, BMZ Allemagne (Suppléant de Mme Ingrid Gabriella Hoven)

M. William KINGSMILL, DFID, Royaume-Uni
Alt: **M. Geir LØKKEN**, ministère des Affaires étrangères, Norvège (suppléant de Mme Kamilla Kolshus)

Organisations de la société civile

M. Anton ARTEMYEV, Revenue Watch Kazakhstan
Supp.: **Mme Radhika SARIN**, Coordinatrice, Publiez ce que vous payez

M. Gavin HAYMAN, Global Witness
Supp.: **M. Gilbert MAOUNDONODJI**, Coordinateur, GRAMPTC

M. Bennett FREEMAN, Oxfam Amérique/Oxfam International
Supp.: **M. Michel ROY**, Directeur du plaidoyer international du Secours Catholique

Dr Carlos MONGE, Grupo Propuesta Ciudadana
Supp.: **Mme Kalia MOLDOGAZIEVA**, Directrice, Human Development Centre Tree of Life – République khyrgyze

M. Christian MOUNZEO, Coordinateur Publiez ce que vous payez Congo/Président de Rencontre Pour la Paix les Droits de l'Homme – Congo
Supp.: **M. Ingilab AHMADOV**, Directeur du Centre de surveillance des finances publiques à Bakou, Azerbaïdjan

Entreprises et investisseurs

M. Pedro E. AGUIRRE, Coordinateur, Pemex

M. Edward BICKHAM, Vice-président des Affaires étrangères, Anglo American
Supp.: **M. Olivier LOUBIÈRE**, Conseiller sur la politique éthique de l'entreprise, AREVA

Dr John KELLY, Coordinateur, Planification et questions en amont affaires publiques, Exxon Mobil
Supp.: **M. Stuart BROOKS**, Directeur, Relations internationales, Chevron

M. John GROOME, Président, Conseil international des mines et des métaux

M. Mike WILKINSON, Vice-président du Développement durable, Shell
Supp.: **M. Jean-François LASSALLE**, Vice-président des Affaires publiques E&P, Total

Mme Karina LITVACK, Chef de la Gouvernance et de l'investissement responsable, F&C Asset Management
Supp.: **Mme Julie McDOWELL**, Standard Life Investments

Autres

Observateurs

Mme Gro ANUNDSKAAS, ministère du Pétrole et de l'énergie, Norvège

Mme Khamzina ASEMGUL, **ministère de l'Énergie et des ressources minérales**, Kazakhstan

Mme Thora BROUGHTON, Agence canadienne du développement international

Mme Diana CORBIN, Banque Mondiale

M. Paulo DE SA, Directeur, Département des ressources pétrolières, minières et gazières, Service politique des opérations, Banque Mondiale

M. Louis DICKS-MIREAUX, Chef de division adjoint, FMI

M. David HENRY, Département d'État, États-Unis

Mme Magali KREITMANN, Conseil d'administration de la Politique du développement, France

M. Ron LYEN, Ressources Naturelles Canada

M. Adil MAMMADOV, Fonds pétroliers de l'État, Azerbaïdjan

Mme Geraldine MURPHY, DFID, Royaume-Uni

M. Gabriel NEGATU, Banque Africaine du Développement

Amb. Birgitta NYGREN, ministère des Affaires étrangères, Suède

M. Diarmid O'SULLIVAN, Global Witness

Mme Donica POTTIE, Directeur, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Canada

Mme Vanessa POUGET, ministère des Affaires étrangères, France

M. Eneyr QUINONES, Banque européenne pour la reconstruction et le développement

M. Anwar RAVAT, Directeur du programme, programme ITIE, Banque Mondiale

M. Haruna SA'EED, ITIEN Nigéria

Mme Rosemary STEVENSON, DFID, Royaume-Uni

Mme Friederike v. STIEGLITZ, BMZ, Allemagne

M. François VALÉRIAN, Coordinateur principal du projet, Transparency International

M. Somit VARMA, Banque Mondiale et SFI

Mme Bente WEISSER, ministère des Affaires étrangères, Norvège

Mme Gabriele ZÖLLER, Conseiller principal, BMZ Allemagne

Secrétariat ITIE

Dr Sam BARTLETT, Directeur régional

M. Tim BITTIGER, Directeur régional

M. Anders Tunold KRÅKENES, Directeur de la communication

M. Jonas MOBERG, Chef du Secrétariat

Dr Francisco PARIS, Directeur régional

M. Jürgen REITMAIER, Conseiller régional principal

M. Eddie RICH, Directeur régional

M. Pablo VALVERDE, Responsable de l'organisation des conférences

Accueil et introductions

Le président a ouvert la séance en souhaitant la bienvenue aux nouveaux membres du Conseil d'administration:

- **Kairat Djumaliev**, nouveau représentant du gouvernement de Kirgystan;
- **Michel Doucin**, remplaçant de Jean-Pierre Vidon, représentant du gouvernement français;
- **Julie McDowell** de Standard Life Investments, suppléante de Karina Litvack;

Il a noté la présence d'un grand nombre de suppléants représentés par de nouveaux mandataires, dont **Eduard Westreicher** de l'Allemagne et **Geir Løkken** de la Norvège, ainsi qu'un nombre d'observateurs conformément à la pratique de l'ITIE d'ouvrir les réunions aux supporteurs.

Il a affirmé les progrès de l'Initiative depuis la dernière réunion du Conseil d'administration à Madrid en mai, dont:

- L'adoption de la Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies notant l'ITIE. Il a remercié le gouvernement d'Azerbaïdjan pour sa présentation de la résolution, et les efforts de mobilisation de soutien des gouvernements et des organisations de la société civile;
- Les progrès de la conférence, y compris les confirmations de 3 chefs d'État et du PDG de Royal Dutch Shell;
- La réunion des coordinateurs nationaux à Oslo; et
- Les progrès de la sensibilisation en notant surtout ses visites de la Banque africaine du développement, de l'Iraq, du Qatar et de la Suède.

Jonas Moberg a ajouté que:

- Les 23 pays avaient été visités, entre l'équipe du fonds multi-bailleurs de la Banque Mondiale et le Secrétariat;
- La dernière version du Guide sur « Comment communiquer l'ITIE » était désormais disponible et que les membres du Conseil d'administration étaient invités à envoyer leurs commentaires;
- Une augmentation des leçons apprises entre pairs surtout suivant la Réunion des coordinateurs nationaux et la Conférence ITIE en Afrique de l'Ouest accueillie par le gouvernement nigérian et CEDEAO.

Gavin Hayman a ajouté que deux rapports avaient été récemment publiés: Le rapport du Sénateur Lugar sur les efforts des États-Unis de gérer la « malédiction des ressources » (http://lugar.senate.gov/sfrc/pdf/DRAFT_petroleum_poverty_paradox.pdf), et l'analyse de Global Witness sur les efforts de la Banque Mondiale pour la transparence des industries extractives (www.globalwitness.org/media_library_detail.php/676/en/assessment_of_international_monetary_fund_and_world).

Une discussion sur les leçons apprises de la Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies a suivi. Shahmar Movsumov a noté que l'ITIE avait eu du mal à se défaire de l'image d'initiative imposée par le nord, ajoutant que les pays plus développés devraient mettre en oeuvre l'ITIE. Karina Litvack a noté que certaines entreprises avaient exprimé des opinions comparables. Le Président a suggéré de commanditer un document pour explorer ce sujet.

Mesures

Le **Secrétariat** préparera un document thématique résumant les pour et les contre de la mise en oeuvre des pays soutenant l'ITIE.

Rapport de la mise en oeuvre de l'ITIE et des progrès de sensibilisation (Document du Conseil d'administration 6-2)

Jonas Moberg a introduit le document sur les progrès de la mise en oeuvre en notant des améliorations dans les pays tels que le Kirgystan à l'inverse des tendances récentes en Mauritanie et dans la République Démocratique du Congo. Il a souligné que le Secrétariat devait davantage s'engager dans « l'énergie coordinatrice » dans les pays individuels en rassemblant régulièrement les différents acteurs.

Une discussion a suivi sur quatre thèmes principaux:

- comment assurer que les différents acteurs, surtout la société civile, contribuent suffisamment à ce rapport;
- comment assurer que les membres du Conseil d'administration soient mieux informés et plus actifs dans la réalisation des progrès dans les pays lents;
- examiner l'emploi de plans de travail comme critères de progrès; et
- fournir une meilleure vue d'ensemble des problèmes principaux dans les pays ex. les progrès des pays sont-ils entravés par un manque de financement?

Le Conseil d'administration a accepté le rapport, et a noté en particulier les préoccupations sur certains pays et demandé aux membres du Conseil d'administration et aux partisans de redoubler leurs efforts surtout en Guinée équatoriale, à Sierra Léone, dans la République Démocratique du Congo, et en Mauritanie. Le Conseil d'administration a souligné qu'il faudrait compléter les validations dans les meilleurs délais, 2010 n'étant pas simplement un objectif.

Mesures

Le **Secrétariat** doit concentrer ses efforts de coordination plus systématiquement et inclusivement au niveau des pays (ex. téléconférences des pays de soutien), surtout dans les pays où les progrès sont lents.

Le **Secrétariat** doit réfléchir aux suggestions d'amélioration du Rapport des progrès de la mise en oeuvre et aux méthodes d'information des membres du Conseil d'administration et partisans entre les réunions du Conseil d'administration.

Candidature ITIE de la République centrafricaine (Document du Conseil d'administration 6-3)

Tim Bittiger a présenté ce document, qui explique comment la République centrafricaine, suite à l'évaluation du Secrétariat, avait satisfait aux quatre indicateurs d'adhérence, et note les particularités du processus.

Bien qu'il ait accueilli les progrès accomplis, le Conseil d'administration a demandé des informations supplémentaires avant de décider d'admettre le pays. Les membres du Conseil d'administration souhaitaient

assurer que tous les groupes de parties prenantes étaient suffisamment engagés et consultés dans le processus ITIE. Ils ont demandé des informations supplémentaires sur l'origine des membres des institutions actuelles de l'ITIE RC. Par conséquent, **le Conseil d'administration a demandé un délai de trois semaines pour évaluer la validité du processus avant de prendre la décision.**

Mesures

Le **Secrétariat** doit informer le gouvernement de la République centrafricaine de la requête du Conseil d'administration et invite les membres du Conseil d'administration à réaliser une évaluation finale avant le 19 novembre.

Rapport de la réunion des coordinateurs nationaux (Document du Conseil d'administration 6-4) et Directives pour le financement de la validation (Document du Conseil d'administration 6-5)

L'avant-projet du Rapport de la réunion des coordinateurs nationaux (Document du Conseil d'administration 6-4) a été diffusé et présenté par Alfred Bagueka Assobo, Coordinateur national du Cameroun. Il a affirmé que 21 Coordinateurs nationaux s'étaient rassemblés à Oslo au début du mois pour des discussions détaillées sur les aspects plus ambitieux et urgents de la mise en oeuvre de l'ITIE au niveau des pays. Les discussions ont couvert la promotion d'un processus de multi-parties prenantes et de gouvernance plus efficace, l'établissement des conditions de divulgation, assurer une communication efficace, et se préparer à la validation. Il a affirmé que la réunion était un grand succès, et on a convenu qu'il faudrait qu'elle soit répétée régulièrement.

Jonas Moberg a ensuite présenté le document de financement de la validation, lié à ce rapport, qui propose que l'examen d'un soutien financier externe prenne en compte que le contrôle national ne soit en aucune manière menacé; que le respect des principes et critères de l'ITIE ne soient en aucune manière menacés; et que le Secrétariat international soit consulté sur tout arrangement de financement proposé.

Le Conseil d'administration a accueilli l'avant-projet du rapport des coordinateurs nationaux et approuvé les directives du financement de la validation avec une modification du contrôle national: « Un tel contrôle peut par exemple être démontré à travers l'engagement d'un gouvernement au cofinancement de la majorité de la validation. »

Mesures

Les **Coordinateurs nationaux** doivent examiner l'avant-projet du rapport de la réunion et produire une version finale.

Le **Secrétariat** doit légèrement modifier les Directives du financement de la validation et les diffuser.

Participation de la société civile dans les pays en cours de mise en oeuvre de l'ITIE

Gavin Hayman et Radhika Sarin ont soulevé la préoccupation partagée que certains pays en cours de mise en oeuvre de l'ITIE n'accomplissent pas leur responsabilité de permettre la participation de la société civile. Ils ont cité le cas de Marc Ona qui a plusieurs fois été sujet à une interdiction de voyager imposée par le Gabon au cours des derniers mois. Ils ont accueilli le rôle du comité de réponse rapide pour ces problèmes mais ont demandé au Conseil d'administration de jouer un rôle supplémentaire pour aborder ces différences d'opinions.

Le Conseil d'administration a conforté le besoin de l'engagement complet de la société civile dans le processus de l'ITIE. La discussion a noté, au cas par cas, que le Conseil d'administration devrait comprendre toutes les informations sur le terrain avant d'arriver à une décision, surtout à travers l'emploi de toutes les voies diplomatiques relatives.

Directives d'entité légale et de (Document du Conseil d'administration 6-6)

Le Président a souligné l'importance d'établir une véritable structure organisationnelle avant la Conférence de Doha. Jonas Moberg a présenté le document en expliquant que la proposition était destinée à une association inscrite sous le droit norvégien, de structure suffisamment légère et non-bureaucratique, mais qui nécessitait une assemblée générale à laquelle le Conseil d'administration devait répondre. Ces principes ont été convenus sur des bases d'accords des réunions du Conseil d'administration ultérieures:

- « L'entité légale globale doit former une association selon la loi norvégienne. » (*Berlin*);
- « Les membres ont convenu que la structure actuelle était intenable et ont appelé à une résolution rapide dans un effort constructif et collaboratif. » (*Oslo*)
- « On a convenu qu'il fallait aller de l'avant rapidement et qu'un nouveau modèle soit en place pour la Conférence. » (*Madrid*)

Les collègues proposeraient les membres. Il a présenté une proposition de calendrier à convenir avant la Conférence de Doha: Les membres du Conseil d'administration pouvaient envoyer leurs commentaires ou demander des clarifications supplémentaires avant la fin novembre. Le Secrétariat réaliserait ensuite toutes modifications finales et diffuserait la version finale le 3 décembre, à préparer pour le 15 décembre, pour convenir de la proposition qui serait ensuite présentée à une réunion d'Assemblée générale à adopter en février.

Il a noté quelques modifications du Document du Conseil d'administration diffusé:

- les arrangements pour la désignation du Directeur du Secrétariat;
- noter que les contributions étaient volontaires;
- les modifications des articles ne pouvaient être réalisées que par l'Assemblée générale, et non pas le Conseil d'administration;
- un engagement à une examination de la gouvernance dans un délai de 2 ans; et
- une clause d'indemnisation fut introduite pour les membres du Conseil d'administration.

Jonas a ajouté qu'on proposait que le Secrétariat souscrive une assurance responsabilité civile pour le Conseil d'administration pour couvrir les cas inattendus de responsabilité, sauf la responsabilité criminelle ou de négligence grave ou volontaire.

Lors de la discussion suivante, certains membres du Conseil d'administration ont demandé une clarification de l'organisation de l'équilibre du collège. Shahmar Movsumov a proposé que la première priorité des pays en cours de mise en oeuvre au Conseil d'administration devrait être accordée aux pays validés/conformes. Les pays soutenant l'ITIE avaient exprimé l'importance de trouver un langage adapté aux individus représentant les gouvernements. On a noté des problèmes de traduction dans certaines parties des articles de la version française.

Le **Conseil d'administration a convenu le processus et le calendrier** et une nouvelle version des Articles d'association ont été diffusés (lors de la réunion et ensuite avec le Circulaire du Conseil d'administration 34). Beaucoup de membres ont renouvelé leur forte détermination à conclure ce problème avant Doha.

Mesures

Les **membres du Conseil d'administration** doivent fournir leurs commentaires ou demander des clarifications supplémentaires pour les Statuts et les Directives du collège au Secrétariat avant la fin novembre. Le Secrétariat doit réaliser toutes modifications finales et diffuser la version finale le 3 décembre, à convenir le 15 décembre, et à adopter par l'Assemblée générale à Doha.

Les collègues doivent continuer leurs processus de désignation de membres d'Association et des membres du Conseil d'administration avant Doha.

Lors de son adoption, le **Secrétariat** doit procurer une assurance responsabilité civile.

Élargissement du soutien de l'ITIE des entreprises – Efforts des investisseurs (Document du Conseil d'administration 6-8)

Karina Litvack a présenté le document résumant l'engagement majeur réalisé par les investisseurs institutionnels soutenant l'ITIE au cours des deux mois précédents d'écrire à plus de 130 entreprises extractives exploitantes cotées en bourse de 23 pays candidats pour encourager leur soutien de l'ITIE.

Le **Conseil d'administration** a exprimé sa reconnaissance du travail des investisseurs et noté que ce processus était extrêmement instructif.

Plan de travail et budget 2009 du Secrétariat (Document du Conseil d'administration 6-10)

Jonas Moberg a présenté ce document en notant les trois priorités du Secrétariat: fournir du soutien aux pays en cours de mise en oeuvre, les activités de contact ciblées, et l'organisation de la Conférence ITIE. Il a noté que les activités et priorités étaient simplifiées et concentrées pour 2009, bien qu'elles reprennent les thèmes de l'année dernière.

Eddie Rich a présenté un résumé des comptes (mis à jour du premier document du Conseil d'administration), notant les raisons d'un budget réduit en 2008 par rapport aux prévisions mais résumant que le budget global triennal restait réaliste et fidèle. Il a expliqué qu'il y avait eu des retards de financement problématiques de certains pays de soutien de l'ITIE, et que l'adhérence des entreprises de soutien de l'ITIE en 2008 avait été sous-estimée. Il a ajouté que la base de financement avait doublé en 2008 (en nombre et en volume de contributeurs), bien que la formule convenue de l'équilibre des contributions restait inchangée.

La discussion a accueilli la priorisation de la validation dans le plan de travail et le besoin de concentrer les efforts d'aide aux pays pour comprendre les démarches. Les autres commentaires ont couvert une gamme étendue de suggestions dont:

- la mise en question du besoin de produire un rapport *annuel* de luxe (proposé dans le plan de travail);
- une demande de conseils supplémentaires pour les flux des échanges sous-nationaux;
- l'opportunité de mieux faire connaître la transparence du secteur extractif à travers la collaboration avec les institutions académiques, bien qu'on ait noté que le Secrétariat s'en occupe déjà;
- une courte discussion sur l'importance du processus d'évaluation réalisé avant Doha;
- On a demandé au Secrétariat de fournir davantage d'informations sur les voyages du Président et du Secrétariat à l'avenir;
- Le Secrétariat peut examiner la méthode de présentation d'un plan de travail et des objectifs plus étendus au Conseil d'administration et au Secrétariat.

Le Président a conclu que les commentaires du Conseil d'administration seraient examinés, et que **le plan de travail et le budget étaient acceptés**.

Résultats du Sondage d'efficacité du Conseil d'administration de l'ITIE (Document du conseil d'administration 6-11)

Karina Litvack a présenté ce document, expliquant que réalisation d'une évaluation du Conseil d'administration et le droit du Conseil d'administration d'examiner et évaluer sa performance étaient de bonnes pratiques de gouvernance. Elle a résumé les trouvailles principales – notamment qu'il y avait une satisfaction générale vis-à-vis du fonctionnement du Conseil d'administration, et quelques réserves (telles que les préoccupations actuelles sur l'entité légale et le besoin d'améliorer la communication en français); et il y avait du soutien pour Peter Eigen, un Président efficace, qui serait invité à servir un mandat supplémentaire.

Avant de quitter la salle pour permettre des discussions à huis clos au sujet de sa succession, le Président Peter Eigen a affirmé qu'il serait heureux de remplir ses fonctions pour deux ans supplémentaires.

La discussion ultérieure à huis clos n'est pas notée dans ce compte-rendu.

Une fois rassemblée, Mike Wilkinson a résumé la discussion à huis clos en annonçant qu'ils avaient clairement atteint l'unanimité à inviter Peter Eigen à servir un mandat supplémentaire. Il a noté que ce Conseil d'administration était novateur et qu'il avait fait face à beaucoup de défis, et qu'il y en aurait à l'avenir, y compris ceux de la transition. Il a confirmé que le **Conseil d'administration soutenait toutes les recommandations du rapport sans réserve.**

Mesures

Le **Conseil d'administration** doit recommander à l'Assemblée générale de nommer Peter Eigen à servir un mandat supplémentaire au poste de Président.

Le **Comité des nominations** du Conseil d'administration après Doha doit développer et engager le processus de succession du Président avant mi-2009, et le Secrétariat doit attribuer un budget pour soutenir un processus de recherche internationale.

Le **Conseil d'administration et le Secrétariat** doivent développer une introduction plus structurée à l'ITIE pour les nouveaux membres du Conseil d'administration, y compris les rôles et responsabilités et les attentes de performance.

Le **Secrétariat** doit examiner les méthodes de développement d'une meilleure communication avec le Conseil d'administration sur les progrès de l'ITIE sur le terrain, afin de permettre des prises de décisions plus efficaces du Conseil d'administration.

Le **Conseil d'administration et le Secrétariat** doivent arriver à mieux employer les Comités du Conseil d'administration. Un document sera présenté au Conseil d'administration à ce sujet.

Le **Conseil d'administration et le Secrétariat** doivent encourager une utilisation plus efficace des processus et réunions du collège et sous-collège actuels. Ce point doit être pris en compte dans les discussions au sujet de la gouvernance et de l'entité légale avant la Conférence de Doha.

Le **Secrétariat** doit améliorer la qualité des calendriers de communication formelle et informelle du Conseil d'administration et améliorer l'engagement auprès des parties prenantes francophones.

Le **Secrétariat** doit développer un meilleur système de planification des réunions principales et des prises de décisions.

Le **Secrétariat** doit souligner les mesures futures dans les e-mails au Conseil d'administration accompagnant les Circulaires du conseil d'administration.

Document de planification de la conférence du Conseil d'administration 6-12

Eddie Rich a présenté ce document en résumant les progrès jusqu'à présent et en demandant une surveillance du Conseil d'administration à travers un sous-comité. Il a affirmé que 3 chefs d'État avaient confirmé leur présence à Doha et nous en attendons d'autres au cours des prochaines semaines. De plus, il a exprimé sa reconnaissance aux membres du Conseil d'administration, pour leur aide à obtenir les confirmations du PDG de Shell et d'autres parties prenantes de haut niveau. Il a affirmé que le programme avait été conçu selon le cadre de thèmes présentés à Accra et Madrid. Cependant, il a souligné que trouver l'équilibre entre la flexibilité et un rythme continu serait un défi, ainsi qu'assurer que les séances soient adressées par les personnes relatives, et conformes au protocole. Il a signalé le désir d'une représentation de plus haut niveau des entreprises minières et des pays de soutien de l'ITIE au Conseil d'administration. Il a résumé le projet des médias et publications, y compris l'encouragement des discussions actuelles avec Al-Jazeera, et confirmé que le gouvernement du Qatar assurerait les dépenses principales, et que notre dépense majeure serait le transport des parties prenantes principales des pays en cours de mise en oeuvre (environ \$500,000). Il a invité les membres du Conseil d'administration à contribuer à ce point, et noté la promesse de \$150,000 du gouvernement allemand.

Le Royaume-Uni, l'Azerbaïdjan, Shell, Anglo-American et Publiez ce que vous payez ont convenu de siéger au sous-comité.

Le Conseil d'administration fut largement satisfait du processus en évolution mais a ajouté les suggestions suivantes:

- Équilibrer l'impact des orateurs de haut-vol dans le programme avec suffisamment de discussions sur le thème des progrès sur le terrain;
- Rallonger la réunion du Conseil d'administration du lundi et ajouter une réunion du nouveau Conseil d'administration le mercredi soir après la fin de la Conférence;
- Examiner la participation de la Qatar Investment Authority;
- Assurer une stratégie médiatique imaginaire puissante et globale.

Mesures

Le **Secrétariat** organisera une réunion du sous-comité du Conseil d'administration et prendra en compte les points ultérieurs.

L'ITIE et les Normes internationales de comptabilité (Document du Conseil d'administration 6-7) et l'ITIE et la Publication désagrégée (Document du Conseil d'administration 6-13)

Bennett Freeman a présenté les progrès de l'examen du Conseil des normes internationales de comptabilité, pour la proposition de Publiez ce que vous payez d'ajouter la déclaration individuelle des pays aux normes de conformité. Il a reconnu qu'elle présentait des défis importants et légitimes. Karina Litvack a ajouté qu'elle souhaitait que le Conseil des NIC soit informé des opinions de l'ITIE.

John Kelly était préoccupé que cette norme pourrait empiéter sur la souveraineté et que ce type d'intégration de la transparence pourrait menacer l'élément d'engagement de l'initiative.

Au sujet de la désagrégation et au même sujet de discussion, Carlos Monge a présenté son document argumentant qu'une désagrégation était de plus en plus nécessaire pour les directives de la Bourse et de vérifications de comptes nationales. Si le Conseil d'administration encourageait les entreprises à désagréger les paiements, elles seraient conformes aux principes de l'ITIE et dans les meilleurs intérêts des entreprises. William

Kingsmill a ajouté que c'était un problème croissant dans un nombre d'économies émergentes et qu'il y avait une tendance vers l'agrégation de haut niveau. Les représentants d'entreprises ont appelé le Conseil d'administration à éviter de changer les priorités de l'ITIE.

Le Président a conclu que cette discussion était utile et importante, mais arriver à une seule position était une tâche trop ambitieuse pour le Conseil d'administration pour ce forum de multi-parties prenantes. Il a conseillé aux membres du Conseil d'administration de garder le Conseil d'administration plus étendu informé des progrès et des débats publics de ces points.

Questions diverses

Edward Bickham a noté que les 3 pays candidats examinaient actuellement l'inclusion de l'exploitation des forêts dans leurs processus ITIE. Jonas Moberg a répondu que c'était conforme au rôle de l'ITIE de norme minimum mondiale, à laquelle les autres secteurs, ainsi que les autres parties de la « chaîne de gouvernance », pouvaient être ajoutés au niveau national.

Shahmar Movsumov a ajouté que le Conseil d'administration continuait d'employer le terme « ITIE++ ». Le Président a affirmé qu'il continuerait à employer des voies informelles pour clarifier notre position, que la Banque mondiale ne devait pas employer « ITIE » dans ce contexte.

Calendrier du Conseil d'administration

Un document des dates du Conseil d'administration de 2009 a été examiné. Les dates et lieux suivants furent convenus:

16 février – Doha

18 février – Doha

14-15 mai – Washington

17-18 septembre - Bakou

Résumé des points à mettre en exécution

Le **Secrétariat** préparera un document exposant brièvement les pour et les contre de la mise en oeuvre dans les pays supporteurs.

Le **Secrétariat** doit assurer une meilleure coordination systématique et inclusive pour chaque pays (ex. téléconférences des supporteurs), surtout dans les pays où les progrès sont lents.

Le **Secrétariat** doit examiner les suggestions d'améliorations du Rapport des progrès de mise en oeuvre, et les moyens de mieux informer les membres du Conseil d'administration et supporteurs des progrès entre réunions du Conseil d'administration.

Le **Secrétariat** doit informer le gouvernement de la République centrafricaine de la demande du Conseil d'administration, et inviter ses membres à réaliser une évaluation finale avant le 19 novembre.

Les **Coordinateurs nationaux** doivent examiner l'avant-projet du rapport de la réunion et produire une version finale.

Le **Secrétariat** doit réaliser des modifications mineures des Directives pour le financement de la validation et les diffuser.

Les **membres du Conseil d'administration** doivent fournir des commentaires ou demander des clarifications pour les Articles d'association et des Directives des collèges au Secrétariat avant la fin novembre. Le **Secrétariat** doit réaliser les

modifications finales et diffuser une version finale le 3 décembre, pour convenir une proposition avant le 15 décembre, à adopter par la suite.

Les **collèges** doivent continuer leurs démarches de désignation de Membres d'association et de Membres du Conseil d'administration avant Doha.

Lors de la formation de l'Association, le **Secrétariat** doit obtenir une assurance responsabilité civile.

Le **Conseil d'administration** doit recommander la désignation de Peter Eigen à l'Assemblée générale, à conserver son poste de président pour un mandat supplémentaire.

Le **Comité des nominations** du Conseil d'administration après Doha doit développer et engager un processus de succession du président avant la mi-2009, et le Secrétariat doit attribuer un budget pour le soutien d'un processus de recherche internationale.

Le **Conseil d'administration et le Secrétariat** doivent développer une introduction plus structurée à l'ITIE pour les nouveaux membres du Conseil d'administration, y compris les rôles et responsabilités et attentes de performance.

Le **Secrétariat** doit examiner le développement d'une meilleure communication avec le Conseil d'administration sur la progression de la mise en oeuvre sur le terrain, afin de permettre une prise de décisions plus efficace par le Conseil d'administration.

Le **Conseil d'administration et le Secrétariat** doivent mieux employer les Comités du Conseil d'administration. Un document sur les méthodes à adopter sera présenté au Conseil d'administration.

Le **Conseil d'administration et le Secrétariat** doivent encourager une utilisation plus efficace des processus et réunions des collèges et sous-collèges actuels, à examiner lors de discussions au sujet de la gouvernance et de l'entité légale avant la Conférence à Doha.

Le **Secrétariat** doit améliorer la qualité et les délais des communications formelles et informelles du Conseil d'administration en français et améliorer son engagement auprès des parties prenantes francophones.

Le **Secrétariat** doit développer un meilleur système de planification à long terme pour les réunions clés et les prises de décisions.

Le **Secrétariat** doit souligner les mesures à prendre pour le Conseil d'administration dans les courriers électroniques d'accompagnement des Circulaires du Conseil d'administration.

Le **Secrétariat** doit organiser une réunion du Sous-comité de la Conférence et prendre en compte les points susmentionnés.

Secrétariat de l'ITIE
Le 24 novembre 2008